

Chili, 11 septembre 1973, coup d'État du général Pinochet

Fact checking «Le 11 septembre 1974, les forces armées réunies du Chili faisaient tomber le gouvernement constitutionnel»: dans une note, qui vient d'être déclassifiée, au chef du Département fédéral des affaires étrangères, un certain Gelzer se trompe d'année!



De nombreuses personnes plaçaient beaucoup d'espoir quant aux capacités du président renversé, Salvador Allende, à consolider la démocratie dans une Amérique latine exposée à ses vieux démons autarciques.

Image: DR

**Par Roland
Rossier**

19.04.2018

Un nouveau volume des Documents diplomatiques suisses (DDS) vient d'être publié, portant sur les années 1973 à 1975. Cette période a notamment été marquée par le coup d'État du général Pinochet, au Chili, le 11 septembre 1973. La direction politique du DFAE suit attentivement la situation. Sauf qu'un de ses employés, un certain Gelzer, se trompe curieusement de date dans une note déclassifiée le 9 avril et écrite le 21 mai 1974: il y évoque le «11 septembre 1974»! Passons sur cette erreur. L'intérêt public lié à la déclassification des «DDS», qui

intervient après un délai de protection d'au moins trente ans, la surpasse.

Retour au Chili. L'émotion est forte car de nombreuses personnes plaçaient beaucoup d'espoir quant aux capacités du président renversé, Salvador Allende, à consolider la démocratie dans une Amérique latine exposée à ses vieux démons autarciques. En octobre, le Conseil fédéral accorde l'asile politique à 200 personnes originaires du Chili. Ce faible nombre scandalise l'écrivain suisse Max Frisch. Le 2 mars 1974, il écrit une lettre plutôt sèche au Conseil fédéral, dans laquelle il indique qu'avec un groupe de citoyens il a pu dresser une liste de 2000 places disponibles pour accueillir des réfugiés chiliens. Finalement, environ 5800 Chiliens et Chiliennes auront déposé une demande d'asile en Suisse entre 1973 et 1990.

En mai 1974, Gelzer signale que depuis le putsch militaire, «les nouveaux dirigeants se sont isolés sur le plan intérieur par leur persécution sans quartier des partisans d'Allende, ainsi que par leur tendance à asseoir leur domination pour une durée indéfinie sur la fiction de l'existence d'une «guerra interior» et à différer le retour à la démocratie».

Bombe devant la mission de Jordanie

L'Amérique latine n'était pas la seule région du monde à être suivie de près par les diplomates helvétiques. La scène politique tendue du Moyen-Orient faisait aussi l'objet de toutes les attentions. Le 19 juin 1973, un certain Hohl écrit une note confidentielle sur la volonté des dirigeants du Fatah de créer une représentation diplomatique à Genève. Hohl résume une conversation qu'il a eue avec deux Palestiniens, dont le docteur Abou Omar, membre du conseil révolutionnaire du Fatah. Les temps sont sensibles. Le 18 février 1969, une attaque palestinienne à Kloten contre un appareil de la compagnie israélienne El Al s'était soldée par deux morts, un terroriste et le copilote. En décembre 1971, une bombe explosait, à Genève, devant la mission de Jordanie, blessant deux policiers de faction. Et la prise d'otages suivie du massacre de onze athlètes israéliens lors des Jeux olympiques de Munich, en septembre 1972, est loin d'être cicatrisée. La publication de ces documents permet de bien discerner la

politique de «bons offices» suivie tant bien que mal par la Suisse.

À l'occasion de la sortie du volume XXVI, les DDS organisent ce 7 mai un «vernissage» ouvert au public sur inscription (dodis@dodis.ch). Il se déroulera à Berne, aux Archives fédérales suisses, de 18 h à 19 h 30. (TDG)

Créé: 18.04.2018, 19h11